

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE JUNG

Vieux chemin de Bergheim
67600 Sélestat

Références : 4140/LB/AG
Code AIOT : 0006704140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement LOGISTIQUE JUNG, implanté RD 421 67670 Mommenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE JUNG
- RD 421 67670 Mommenheim
- Code AIOT : 0006704140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation Logistique Jung située à Mommenheim est un entrepôt à autorisation, stockant actuellement en majorité des boissons alcoolisées type bières ainsi que du mobilier de bureau pour deux clients principaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Gestion des stockages

- Relation avec le SEVESO voisin
- Etude des effets thermiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
17	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Etat des matières stockées information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
14	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.2	/	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4	/	Sans objet
7	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 8	/	Sans objet
8	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9	/	Sans objet
9	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9	/	Sans objet
10	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 16	/	Sans objet
11	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 12	/	Sans objet
15	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23	/	Sans objet
18	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 7.6.2	/	Sans objet
19	Relations entre le site contrôlé et le voisin Seveso	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.515-88	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non conformités :

- Absence d'exercice de défense contre l'incendie
- Absence d'état des stocks simplifié pour communiquer en cas d'incendie à destination du public
- Absence de modélisation thermique sur l'ensemble de l'entrepôt (NB : le site est à une quarantaine de mètres d'une forêt et à moins de 100 m d'un établissement Seveso).
- Eléments mineurs manquants dans le plan de défense incendie.

Observations, questions

L'inspection demande à l'exploitant de notifier dans les formes les évolutions de classement de son entrepôt

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de ce que son logiciel de répartition de palettes prend bien en compte toutes les règles de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, point 9.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.2
Thèmes : Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet, ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.
Constats : L'inspection a constaté la présence, sur place, du dossier d'autorisation, de l'arrêté préfectoral, des rapports de visites sur les équipements de lutttes contre l'incendie (extincteurs, RIA, désenfumage) et des rapports de visites des équipements électriques. L'étude de flux thermique a été présentée et fait l'objet d'un autre constat (n°17).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative au titre de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 Articles L 513-1, R 513-1 et R 513-2 du code de l'environnement
Thèmes : Actions nationales 2023,
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'exploitant a identifié les évolutions de sa situation administrative vis-à-vis des évolutions réglementaires de l'arrêté ministériel du 11/04/17 et de la modification de la nomenclature ICPE. Néanmoins, il n'a pas fait formellement application de l'article R 513-1 du code de l'environnement.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de notifier dans les formes les évolutions de classement de son entrepôt
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4
Thèmes : Actions nationales 2023, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks sur un fichier excel. Ce fichier est mis à jour en temps réel. Il est stocké sur des serveurs sur le site mais également au siège de la société S2i à Sélestat, sur deux serveurs, et accessible en permanence. L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4
Thèmes : Actions nationales 2023, Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux.</p> <p>Constats : L'état des stocks présente une colonne présentant la quantité en unité de référence. L'exploitant a déclaré que chaque palette avait un poids à peu près équivalent, ce qui permet de vite retrouver la quantité en tonnage. Une colonne présentait la typologie de produits (liquide, papier, ...) et une autre la dangerosité du produit, en l'occurrence aucun. Un code indique précisément la position du produit dans l'entrepôt (cellules, allées, position)</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4
Thèmes : Actions nationales 2023, Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas présenté d'état des stocks simplifié. Il a néanmoins indiqué pouvoir en fournir un facilement.</p> <p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant de créer un état des stocks simplifié ou d'adapter son état des stocks actuel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, délai de trois mois

N° 7 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 8
Thèmes : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières, dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9
Thèmes : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimal de 3 mètres sur le (les) côté(s) ouvert(s). Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ; - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Constats : L'exploitant a déclaré avoir intégré à son logiciel de répartition des palettes les conditions de stockage (distance, surface, hauteur).</p> <p>Lors du passage dans l'entrepôt, il n'a pas été constaté de manquement caractérisé.</p> <p>L'inspection demande néanmoins à l'exploitant de justifier de ce que son logiciel prend bien en compte toutes les règles précitées. Il en justifiera point par point.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9
Thèmes : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : L'exploitant ne stocke pas de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 16
Thèmes : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont, en toutes circonstances, éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.
Constats : L'éclairage électrique de la partie entrepôt se fait par des LED positionnées au plafond, inaccessibles pour les engins de manutention et à distances des matières stockées.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 12
Thèmes : Actions nationales 2023, La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment, permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la (des) cellule(s) sinistrée(s).</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>(...)</p> <p>Constats : L'Inspection a constaté la présence de détection dans chaque cellule. Cette détection se fait avec déclenchement d'une alarme et d'une retransmission auprès d'un prestataire (Securitas). Chaque cellule est également équipée d'un sprinklage.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13
Thèmes : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(.../...)</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>(...)</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, un cahier retranscrivant les dates des exercices ainsi que des commentaires suivant les exercices. L'exploitant réalise seulement des exercices d'évacuation dont le dernier date du 30 janvier 2023.</p> <p>les exercices d'évacuation ne sont pas des exercices de défense incendie. L'évacuation n'est en effet pas une action de défense ; elle est sans effet sur le feu. Les exercices d'évacuation sont prescrits au point 14 de l'annexe de l'arrêté ministériel.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : mise en demeure 3 mois</p>

N° 14 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23
Thèmes : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation, décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et, le cas échéant, l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; – s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit, en outre, les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats : L'exploitant possède un plan de défense incendie, mis à jour en septembre 2021. L'inspection a constaté l'absence de la localisation des commandes des équipements de désenfumage, l'absence des mesures prises en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique (point 22 de l'arrêté).</p>
<p>Observations : L'Inspection demande à l'exploitant de compléter dûment son Plan de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23
Thèmes : Actions nationales 2023, Prélèvements environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.
Constats : L'entrepôt autorisé le 6 avril 2009 pour 290 000 m3 ne relève plus du régime de l'autorisation, mais de celui de l'enregistrement, par modification des règles de classement. La prescription ne s'applique pas
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII
Thèmes : Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore, avant le 1 ^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation, et avant le 1 ^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration, une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.
Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'exploitant a présenté une étude des effets thermiques sur les cellules 3 et 4 qui date de janvier 2008. Les quatre cellules de l'entrepôt n'ont pas fait l'objet de l'étude qui ne répond donc pas à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 18 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2021, article 7.6.2
Thèmes : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié la présence d'équipements de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs). L'exploitant a également présenté les rapports de contrôle périodique.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Relations entre le site contrôlé et le voisin Seveso

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.515-88
Thèmes : Risques accidentels, Information des ICPE voisines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement /.../ informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article L. 181-25, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations.
Constats : La société Junhg Logstique a déclaré ne pas avoir d'informations sur le caractère SEVESO de l'établissement voisin, situé à moins de 100 m.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

